

830 : *Thamery*, 8.30 pp : 30a, *Ecorceont*, 8.30 p : 31a, *Carbon*, 8.30 pp : 32a, *J. Lepoivre*, 8.30 p : 33a, *Courmain*, 8.30 p : 34a, *Bovyn*, 8.30 pp : 35a, *Bovyn*, 8.30 pp : 36a, *Pierriex*, 8.30 p : 37a, *Pétriaux*, 8.30 p : 38a, *Leprince*, 8.30 p : 39a, *Leprince*, 8.30 p : 40a, *Lenglet*, 8.31 : *Garnier*, 8.31 pp : 41a.

42e prixe, *Houxz*, 8.31 p : 42a, *Robert*, 8.31 p : 44a, *Dubie*, 8.31 p : 45a, *Ed. Beelle*, 8.31 p : 46a, *Mosse*, 8.31 p : 47a, *Desnoyer*, 8.31 p : 48a, *Desnoyer*, 8.31 p : 49a, *Cordonnier*, 8.31 p : 50a, *Isenbaert*, 8.31 p : 51a, *Salember*, 8.31 pp : 52a, *Timmermann*, 8.31 p : 53a, *Parent*, 8.31 p : 54a, *Houzet*, 8.31 p : 55a, *Janssen*, 8.31 p : 56a, *Fleury*, 8.31 pp : 57a, *Fleury*, 8.31 p : 58a, *Fleury*, 8.31 p : 59a, *Deschamps*, 8.31 p : 60a, *Ch. Coote*, 8.31 p : 61a, *Dupont*, 8.31 p : 62a, *Delvaux*, 8.31 p : 63a, *Gie*, 8.31 p : 64a, *J.-B. Nitot*, 8.31 p : 65a, *Crave*, 8.31 p : 66a, *Inspres*, 8.32 p : 67a, *Ch. Coote*, 8.32 p : 68a, *O. Lefebvre*, 8.32 p : 69a, *March*, 8.32 p : 70a, *Vermaut*, 8.32 p : 71a, *J. Ferret*, 8.32 p : 72a, *Fleury*, 8.32 p : 73a, *Sollier*, 8.32 p : 74a, *Dubie*, 8.32 p : 75a, *Deschamps*, 8.32 p : 76a, *Hoving*, 8.32 p : 77a, *Lenglet*, 8.32 p : 78a, *Comman*, 8.32 p : 79a, *Lienart*, 8.32 p : 80a, *Robert*, 8.32 p : 81a.

Régulateur à M. A. Mathon, à 8 h. 26 m. 30.

Dimanche 19 juillet 1887. Le concours par zône de l'Union fédérée Colombole, sur Clermont. Prix d'honneur 100 francs, organisé par la société *Le Petit Gris*, chez Godard, rue St-Joseph, mis 1r. Postes facultative, 1, 2, 3 et 5 fr.

L'inscription la veille de 8 h. 12 du soir.

Le tribunal est appelé à statuer sur appel.

## Tribunal civil de Lille

*Audience du mercredi 15 juillet 1887*

*Présidence de M. Hespel.*

*Vente de propriété foncières.* — *Tourcoing*. — Deux maisons et 17 ans 22 cent de fonds et potager situés à Tourcoing, rue Jean-Bart et rue du Pré de la Balle sont vendus au prix de 1 000 francs par lots. Le lot 1, 659, 600, 600, 1.150, 450, 450 et 2.150 trouvent pas d'acheteur. Le neuvième lot est adjugé à 2.200 à M. Delille.

Les immeubles ci-dessous désignés, mis en vente d'autre part, ont été réunis ensemble en un seul et adjugés 8.800 francs à M. Houzez.

*Blanc-Sauz*. — M. Genevois est déclaré adjudicataire au prix de 4.500 fr. d'un cabaret sis sur la route de Mouveaux à l'enseigne du *Messager*.

Cet audience comportait des ventes importantes faites à Lille et à Armentières.

Le tribunal est appelé à statuer sur appel.

Le tribunal est appelé à statuer dans un procès de moyennant intéressant la commune de *Lannoy*.

Deux propriétaires, M. Vanlaerbeek et M. Varasse avaient leurs propriétés séparées par un fossé provenant des anciennes fortifications de *Lannoy*.

Ce fossé était à sec, et les deux propriétaires prétendent à la propriété du lit sec.

Le juge de paix de *Lannoy* a rendu son jugement déclarant que le domaine public était impréscriptible, la possession de ce fossé n'a pu être acquise par prescription.

Le tribunal est appelé à statuer sur appel.

Le tribunal est appelé à statuer depuis longtemps.

*Toufflers*. — La commune de Toufflers vient d'être autorisée, par décret de M. le président de la République, à emprunter directement un Crédit Foncier de France, aux conditions décrites établissement, une somme de 30.625 francs pour agrandissement de l'école publique de garçons et la construction d'une école communale de filles, et à s'imposer extraordinairement, au principal de ses quatre contributions directes, pendant 30 ans, de 1888, pour le remboursement dudit emprunt.

LA FRANC-MACONNERIE

Le 58<sup>e</sup> anniversaire des Mystères de la Franc-Maconnerie, dévolue par Les Taxis, a été célébré au prix de 10 ouailles. Le réclame au bureau de la journal ou aux vendeurs.

TOURCOING

Une adjudication aura lieu à l'Hôtel-de-Ville, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, pour l'entrepôt de l'enlèvement des bœufs et immunités, au quartier du Blanc-Seau, pendant six années du 16 août 1887 au 16 août 1893.

Un charpentier au service de M. Masquillier, Chêne-Boutin, a été tué dans un accident de chantier au bas de sa charrette, hier vers 4 heures de l'après-midi, à l'ancien des rues du Casino et de Gantet, et l'une des roues lui passe sur la jambière gauche. Étoussé par la châtie, le blessé fut transporté dans un état de choc où il reçut les premiers soins de M. le docteur Cadrelier qui n'a pas constaté de fracture.

Une scène révolutionnaire, dont nous espérons voir bientôt les acteurs sous les verrous, s'est produite dans la gare de Grand-Plaisir, dans la nuit de dimanche à lundi.

Indologie Roman, jeune fille de 18 ans, native d'Hiroshima, qui était au service d'un marchand français, se trouvait dans l'obligation, à une heure avancée de la nuit, de chercher un logement, parce que son patron, n'ayant plus besoin de ses services, lui avait donné congé.

La pauvre fille fit alors la rencontre d'un individu qui l'effraie à lui procurer un abri. Mais, voyant que son guide éloignait de la ville, elle voulut faire partie de lui et se mit à monter à cheval avec cette inconnue qui se jetterait sur elle, l'entraînant dans un champ voisin et lui fit subir les derniers outrages. L'un d'eux la menaça même de son canne.

Quand elle fut délivrée de ses agresseurs, la malheureuse put se traîner jusqu'à une ferme où la recueillit, et on lui donna quelques soins.

Endoxie Roman alla, hier soir, déposer une plainte à la police, et en raison de son état de souffrance, on la fit admise à l'Hôtel-Dieu.

Une enquête a été immédiatement ouverte.

Des deux auteurs présumés des violences dont nous avions parlé, l'un a été arrêté, et les deux condamnés à 10 mois de prison.

Vendredi 13 juillet, à 10h30, à la disposition du parquet.

Le procureur général a été informé que les propriétaires negligents. Par ce temps de chaleur, il est bon de prendre des mesures de prudence.

Le tribunal correctionnel des ivrognes dont nous avions parlé hier matin, a été condamné à 10 mois et 10 jours, tous trois pour outrage et rebellion envers les agents de police.

LILLE

La pétition des employés des postes et télégraphes. — Les télégraphistes de Marseille ont adressé au *Petit Progrès* la lettre suivante, que ce journal radical a refusé d'insérer. Comme on le voit, cette lettre a sa raison d'être dans nos combats, car elle montre que les employés du bureau de Marseille ont signé la pétition de leurs collègues de Paris contre les fonctionnaires qualifiés de l'ancien ministre.

1<sup>er</sup> juillet. — *Post Progrès*, artificiel et dans votre sujet de votre entreprise, non réécrite au sujet de nos combats sans précédent.

Central de Marseille, si- ment qu'il est l'œuvre de nos amis qui luttent contre toute politique et toute répression, et seulement voulent se livrer contre des amis sans précédent.

Ce qu'il prouve la franchise est bien fondé de cette pétition, c'est la spontanéité avec laquelle nos collègues de Paris ont reçu l'adhésion des bureaux de Lyon, Bordeaux, Marseille, le Havre, Lille, Nîmes, Alès, etc.

Les signataires espèrent, M. le Directeur, que vous voudrez bien donner à vos nombreux lecteurs, plus justement appris sur cette échéance, une suite d'autographes.

Neuf chiens ont été mis hier en fourrière et trois propres-verbaux ont été dressés contre ces propriétaires negligents. Par ce temps de chaleur, il est bon de prendre des mesures de prudence.

Le tribunal correctionnel des ivrognes dont nous avions parlé hier matin, a été condamné à 10 mois et 10 jours, tous trois pour outrage et rebellion envers les agents de police.

NORD

Somain. — *L'explosion*. — Nous avons annoncé la tentative de destruction d'édifice, commise à Somain, le 1<sup>er</sup> juillet, par un certain Pernot, de la charge de Brabant, Bruxelles et Poulan-Poumquin. Comme en première instance, M<sup>s</sup> d'Hooghe et Hatté ont plaidé l'incompétence de la juridiction correctionnelle. M<sup>s</sup> Lyon-Caen, du barreau de Paris, au nom de la C<sup>e</sup> l'Urbain, et M<sup>s</sup> Dumas, avocat général, ont soutenu, au contraire, que cette jurisdiction est compétente.

Les deux arrêts seront rendus aujourd'hui mercredi.

M. le procureur-général a, cette fois encore, suivi entièrement les débats.

Douai, 15 juillet. — La Cour vient de confirmer les jugements antérieurs, dans les affaires de Somain.

COUR D'APPEL DE DOUAI

*Audience des 13 et 14 juillet 1887*

*Les scandales de Somain*

Lundi, a été discutée, devant la chambre des appels correctionnels, l'appel du médecin Brabant contre le jugement du tribunal de Douai qui l'a condamnée à trois mois de prison, pour tentative d'escroquerie vis-à-vis d'un de ses confrères de Pequenoort.

Hier mardi, la Cour a entendu débattre, devant elle, la question d'opposition dans l'affaire des scandales de Somain.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libérés.

Le procureur général a été informé que les deux condamnés, Bordin et Lemoigne, avaient été libér